

*Les crédits*

hausse du prix du pétrole à la fin des années 1970. Le député sait aussi très bien que les taux d'intérêt ont augmenté non seulement au Canada, mais dans le monde entier. Il sait très bien que les gouvernements de l'époque, au Canada et dans d'autres pays, ont cherché à neutraliser l'effet du coût élevé de l'énergie par des mesures visant à favoriser l'emploi et à stimuler l'économie.

Le député, qui s'enorgueillit d'être un petit entrepreneur, reconnaîtra que, en période de récession, les gouvernements doivent intervenir pour aider l'économie. En période de prospérité, comme celle que nous venons de connaître, les gouvernements, conformément aux bons principes keynésiens, se retirent du marché, dans une certaine mesure, pour permettre au secteur privé de prendre de l'expansion. Le ministre sait très bien que ça ne lui servira pas à grand-chose de nous parler de circonstances imaginaires qui n'existaient même pas en 1982.

Ce que j'essaie de dire au ministre, et ce qu'il devrait reconnaître, c'est que le taux d'inflation aux États-Unis, notre principal partenaire commercial qui reçoit 70 p. 100 ou plus de nos exportations, n'est pas plus élevé qu'au Canada. En fait, il est moins élevé qu'au Canada. Mais quels sont les taux d'intérêt aux États-Unis? Ils sont considérablement plus bas qu'au Canada. Comment le gouvernement croit-il que nous pouvons faire concurrence aux États-Unis? Comment croit-il qu'il pourra profiter de l'Accord de libre-échange qu'il a tant vanté s'il garde les taux d'intérêt 4 ou 5 points de pourcentage plus élevés qu'aux États-Unis, s'il fait monter la valeur du dollar canadien au point où le tourisme par exemple, une de nos industries vitales, diminue parce que le coût des produits et services canadiens dépasse leur valeur réelle selon n'importe quelle mesure de productivité?

Le gouvernement croit-il que ce genre de politique monétaire permet au Canada d'être compétitif dans le monde d'aujourd'hui? Le ministre sait que ce n'est pas le cas. Il sait que des taux d'intérêt supérieurs de 4 ou 5 points de pourcentage à ceux en vigueur aux États-Unis nuiront certainement à notre commerce extérieur et nous rendront moins compétitifs et moins productifs que nous devrions l'être.

Voilà la vraie réponse aux questions posées par le député. Le député sait fort bien que c'est inutile de parler de ce monde imaginaire de 1982, où le gouvernement aurait décidé de son propre chef d'avoir des taux d'intérêt élevés, de se séparer du reste du monde, de se soustraire à l'inflation déclenchée par la crise du pétrole de la fin des années 1970.

• (1150)

**L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)):** Monsieur le Président, j'ai un certain nombre d'observations à faire, que j'aborderai successivement, mais avant de commencer, je voudrais répondre aux questions que je viens de poser au député d'Etobicoke-Nord, parce qu'il a lui-même refusé d'y répondre.

Tout d'abord, nous savons tous qu'en 1982, les taux d'intérêt étaient de 22 à 23 p. 100. Ils se situent actuellement à un niveau considérablement plus bas. Nous savons également qu'en 1984, lorsque notre gouvernement a été porté au pouvoir, le déficit s'élevait à 38 milliards de dollars, représentant 8,6 p. 100 de la richesse totale de l'économie canadienne. Aujourd'hui, le déficit n'atteint que 4 p. 100 de cette richesse totale. Je suis sûr que le député le sait.

De même, lorsque le député parle d'usines qui ont fermé, il omet soigneusement les nouvelles concernant les expansions, les modernisations et les améliorations des établissements du secteur manufacturier et le niveau de production de services dans l'économie, ainsi que les très bonnes nouvelles relatives aux emplois créés depuis la mise en vigueur de l'Accord de libre-échange.

Tout ce que le député dit dans la motion représente, à mon avis, une sorte d'éloge à rebours de ce que notre gouvernement a réalisé. Nous avons jugulé l'inflation. Nous avons réduit les taux d'intérêt par rapport à ce qu'ils étaient de son temps. Nous avons diminué le fardeau du déficit, en pourcentage de l'économie. Nous avons élargi notre commerce et avons permis la création d'un nombre absolument remarquable d'emplois au cours des six dernières années.

Le député parle également des deux ou trois derniers trimestres au cours desquels la croissance économique a été nulle ou négative. Il omet bien sûr de mentionner que le Canada a connu une période de croissance de sept ans et demi, surtout par suite des politiques de notre gouvernement. Nous nous retrouvons aujourd'hui avec une